mocratique populaire du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée "Admission de nouveaux Membres : rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant la demande d'admission de l'Oman à l'Organisation des Nations Unies (S/10345[65])".

Décision

A sa 1608e séance, le 6 décembre 1971, le Conseil a décidé de renvoyer à son Comité d'admission de nouveaux Membres, pour examen et rapport, la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par les Emirats arabes unis[67].

Résolution 299 (1971)
du 30 septembre 1971

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par l'Oman[66],

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre l'Oman à l'Organisation des Nations Unies.

Adoptée à l'unanimité à la 1587e séance.

[65] *Ibid., Supplément de juillet, août et septembre 1971.*
[66] *Ibid., Supplément d'avril, mai et juin 1971*, document S/10216.

Résolution 304 (1971)
du 8 décembre 1971

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par les Emirats arabes unis[67],

Recommande à l'Assemblée générale d'admettre les Emirats arabes unis à l'Organisation des Nations Unies.

Adoptée à l'unanimité à la 1609e séance.

[67] *Ibid., Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971*, S/10420.

RECOMMANDATION CONCERNANT LA NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL[68]

A ses 1618e, 1619e et 1620e séances, tenues en privé les 17, 20 et 21 décembre 1971, le Conseil a examiné la question de la recommandation en vue de la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Résolution 306 (1971)
du 21 décembre 1971

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question de la recommandation en vue de la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Recommande à l'Assemblée générale de nommer Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies M. Kurt Waldheim.

Adoptée à l'unanimité à la 1620e séance (séance privée).

[68] Question ayant fait l'objet de résolutions ou décisions de la part du Conseil en 1946, 1950, 1953, 1957, 1962 et 1966.